L'ABEILLE.

IMPRIMÉE ET PUBLIÉE, TOUS LES JOURS, PAR JEROME BAYON.
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.
"Il faut que l'UNION soit conservée!"

LUNDI MATIN, 22 JUILLET 1833.

Jours de publication :
LUNDI, MERCREDI & VENDREDI.

POUR GOUVERNEUR:
J. B. DAWSON.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 22 juillet.

La correspondance du nord n'est pas arrivé hier—celui de l'ouest n'a rien apporté d'intéressant.

NOUVELLES DIRECTES DE FRANCE.

Le navire *Soleil*, capitaine Cuzeau, parti du Hâvre le 3 juin, est entré hier dans notre port. Les journaux reçus par cette voie sont de 31 mai; nous les entreprenons tous de quelque intérêt. La nouvelle la plus importante est celle de la cession du pachalick d'Adana à Méhémet-Ali, par la Porte; en conséquence, la question turco-égyptienne paraît devoir être réglée définitivement.

Des idées sur la prolongation du séjour de Joseph Bonaparte à Londres troublent sa retraite; les journaux ministériels paraissent indistinctement des projets qu'il tente pour révolutionner la France.

La cour d'assises de la Seine vient d'acquitter encore le gérant d'un autre journal républicain, le *National*.

Il y a eu des troubles dans plusieurs départemens mais qui ne paraissent pas avoir un caractère politique.

L'Angleterre est aujourd'hui de toutes les contrées de l'Europe celle qui mérite le plus d'attention ; il s'y débat de hautes questions politiques, dont les résultats doivent non seulement influer sur le pays mais se répandre au loin et avoir les conséquences les plus graves. La réforme du principe électoral obtenue récemment par le parti whig, est trouvée trop étroite par le parti radical, dont le chiffre s'accroît chaque jour dans une proportion qui doit inspirer de la terreur au gouvernement. Le peuple exige impérieusement toutes les conséquences de la réforme ; en demandant une représentation moins défectueuse et plus réelle, il n'a pas prétendu se borner au vain honneur de voir chaque fraction du pays plus fidellement représentée dans le parlement ; s'il a voulu cette réforme, s'il l'a demandée avec une courageuse persévérance, c'est parcequ'il espérait qu'une représentation vraiment nationale sentant les maux qui pèsent sur le pays, travaillerait avec ardeur à y porter un remède efficace. Mais son espoir a été déçu ; de tous ces maux, dont le nombre est grand, le plus lourd, le plus accablant, le système d'imposition, n'a pas occupé jusqu'ici le parlement. Ecrasés sous cet insupportable fardeau, l'Angleterre le rejette aux pieds de ses tyrans et veut à tout prix qu'ils l'allégent. Elle a pris sa résolution, résolution indéracinable devant laquelle il faudra céder, ou provoquer une révolution qui pourrait avoir toutes les phases de celles de 89 en France.

En effet, si l'assemblée de Birmingham, qu'on ne pourra pas dire composée de canaille et d'ivrognes, où 80 mille citoyens paisibles sont venus manifester courageusement leur opinion pour la porter au pied du trône, et se sont retirés avec cet ordre et ce recueillement solennel que présente la foule sortant d'adorer Dieu dans un temple ; si l'assemblée de Birmingham voit ses résolutions sanctionnées par Guillaume, et un ministère radical succéder à l'impuissant ministère whig de lord Grey, qu'arrivera-t-il? En supposant que cette nouvelle administration sache se créer une majorité imposante dans les chambres, elle portera la hache sur l'arbre antique des abus, elle dégrèvera les taxes, elle diminuera les ressources déjà insuffisantes du gouvernement pour faire face à son incalculable dette. Et alors, comment marchera cette machine si compliquée et si embarrassée? Un tel ministère, on ne peut se le dissimuler, après avoir satisfait au vœu du peuple restorait à son tour frappé d'impuissance devant les grands événemens qu'il aurait accomplis et ne trouverait ni en lui-même ni dans la nation la force nécessaire pour parer aux conséquences de ces événemens. Car enfin, quelle ressource le génie même du plus illustre homme d'état pourait-il opposer à la nécessité de payer, quand cette nécessité a pour compagne l'impossibilité de trouver de l'argent?

Telle est la situation actuelle de l'Angleterre, et celle dont elle est menacée; d'un côté, une révolution imminente si le gouvernement n'entre pas complettement dans l'esprit de la réforme et n'en adopte pas largement toutes les conséquences ; et de l'autre, en suivant la route qu'indique la tendance de l'opinion publique, la ruine du gouvernement, la banqueroute de l'état, résultat inévitable de la destruction de toutes ses ressources.

A côté de ces questions vitales s'agitent d'autres questions, dont les moins importantes peut-être sont celles de l'occupation d'Alger par la France et de la guerre d'Orient; car, quant à l'affaire hollando-belge, elle paraît décidée aujourd'hui ou du moins ajournée indéfiniment. Le parti du ministère Wellington, c'est-à-dire celui de l'aristocratie, qui est loin d'être sans influence dans les conseils de la couronne, remue ciel et terre pour forcer le gouvernement à obtenir de la France l'évacuation de la régence africaine; et des négociations sont entamées entre les deux cabinets, dont il est impossible de prévoir le terme et l'issue. Sans doute la faiblesse, l'inertie, l'impopularité, le hideux du gouvernement français actuel le portaient à abandonner cette fameuse conquête de l'Angleterre; mais il lui faudrait surmonter pour cela une difficulté qu'il n'osera jamais affronter, une barrière qu'il n'osera jamais franchir. Cette difficulté, cette barrière, c'est l'opinion publique; et ici par opinion publique nous entendons réellement l'opinion de la presque universalité du royaume. Louis-Philippe et ses ministres divent que les partis sont divisés sur les questions d'administration intérieure, et voilà pourquoi ils montrent tant d'audace à fouler aux pied le vœu de la partie la plus éclairée et la plus avancée du peuple; mais ils savent aussi que sur une question qui touche d'aussi près à l'honneur national que celle de l'abandon d'une conquête, les partis n'ont qu'une voix, et que l'expression universelle de leur mécontentement éclaterait dans toute la France et viendrait retentir jusqu'au pied du trône. Carlistes, républicains, monarchistes constitutionnels et philippistes feraient entendre un concert unanime de plaintes contre ce lâche abandon, qui partagerait jusqu'aux amis personnels des ministres. Ainsi donc, il faudra résister à toutes les sollicitations et menaces du cabinet anglais, il faudra se fonder sur concessions sur d'autres points pour l'humanité. Mais, nous le répétons, l'aristocratie britannique tout absolument l'évacuation d'Alger; elle exige impérieusement qu'on fasse ce sacrifice à son orgueil blessé; et l'opinion anglaise est encore puissante; et sur ce point elle trouverait de l'écho sur les bancs des whigs et même parmi les radicaux; car dans les partis anglais sont anglais avant tout. Il y a donc matière ici à une brouillerie sérieuse entre les deux cours et peut-être, par-suite, à une guerre. Cette guerre serait éminemment nationale des deux côtés; et en entraînant un moment les vieilles animosités des deux peuples, que la révolution de juillet a assoupies, elle pourrait avoir les conséquences les plus importantes.

A l'égard de ce qui se passe dans l'orient, nous ne croyons pas, quels que soient les motifs qui l'y poussent, que l'Angleterre soit en état d'opposer en ce moment une barrière aux envahissemens de la Russie sans le secours de la France; et si d'autres questions les divisent l'une et l'autre, si déjà le gouvernement philippien recule honteusement après tant de fanfaronnades, devant les menaces de la Russie, le commerce des deux grandes puissances occidentales est impossible. Et cependant, les intérêts de l'Angleterre en seront lésés; et cependant la masse de cette population commençante d'un inférieur; et l'irritation générale amènera de nouvelles difficultés et rendra plus difficile encore la solution de toutes celles qui existent déjà.

Abordons maintenant une des questions vitales qui déjà se débattent dans le sein du parlement, une question dont les résultats rejailliront jusqu'à nous, et qui, peut-être, en quelques années nous devrons est déjà décidée. Harcelé par l'opposition qui s'irrouille et mâche avec tant d'impatience et d'humeur, et prévoyant sans doute l'époque prochaine de dissolution, le ministère anglais s'est jeté, en désespoir, de cause, dans une question qu'il a cru susceptible de lui rallier une fraction nombreuse de chacun des partis qui divisent et dévorent le pays, et dans laquelle que l'ordre social, les convenus, les préjugés, mettaient souvent un obstacle insurmontable à l'application immédiate des plus belles théories des philanthropes, il a voulu jouer dans le parlement son existence contre celle des colonies sucrières de la Grande-Bretagne! Sur c'est à cela que revient le *plan d'émancipation* qu'on a lu dans nos colonnes. Imprudents ministres, les leçons du passé vont donc perdues pour eux! ont-ils si peu oublié les conséquences d'une mesure semblable adoptée avec autant d'imprévoyance par une nation voisine? Ils sont eux, ce sont leurs pareils, c'est l'Europe enfin, qui a légué les colonies américaines d'un mal presque incurable, la lèpre indélébile de l'esclavage; et aujourd'hui c'est à cette lèpre indélébile de l'esclavage; et aujourd'hui c'est cette lèpre indélébile de l'esclavage; et aujourd'hui c'est cette lèpre indélébile de l'esclavage; et aujourd'hui c'est